



**m**ONTPELLIER 2020

## *La lettre de Sursaut*

Janvier 2020, n°81

**2220 : arrêtons le mépris !**



Image Cécé

*« Toute forme de mépris, si elle s'exerce en politique, prépare ou instaure le fascisme »  
Albert Camus, L'homme révolté*

Le mépris est devenu, de nos jours, un nouveau principe mondial de régulation des rapports humains. Le Président des Etats Unis d'Amérique, Donald Trump, en représente sans conteste la figure emblématique

tant le mépris injurieux semble être son principal outil de communication politique. C'est en le traitant de « *raclure* » qu'il limoge le directeur du FBI et de « *chienne* », de « *foldingue* » et de « *ratée pleurnicheuse* » qu'il vire sa collaboratrice à la Maison Blanche. Ses opposants politiques ne sont pas mieux servis. Hillary Clinton devient « *Hillary la crapule* ». Les joueurs de football américain ayant osé poser un genou à terre pendant l'hymne national sont des « *filles de pute* » et le démocrate Joe Biden « *un lèche-cul d'Obama* ». Son exemple fait, bien sûr, des émules chez d'autres chefs d'Etats. Le nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, s'est amusé à comparer le physique de sa femme à celui du physique de l'épouse du Président français pour expliquer « *pourquoi il s'en prend à Bolsonaro !* ». Son ministre de l'Education n'avait pas hésité, de son côté, à traiter Emmanuel Macron de « *crétin opportuniste* ». Chez nous, heureusement, un certain respect reste de mise dans les échanges sauf chez le leader de la France Insoumise Jean Luc Mélenchon qui n'a pas hésité à qualifier d'« *abrutis* » et de « *menteurs* » les journalistes de la radio publique et de « *sales cons* » et de « *hyènes* » ceux de C à vous.

Il ne faut pas, cependant, confondre outrances verbales et mépris. Les couvertures de *Charlie Hebdo*, ou les propos des humoristes flirtent souvent avec la violence sans être pourtant du même ordre. La caricature a ses lois : en exagérant le trait, elles ouvrent une certaine lucidité au regard. Le mépris est tout autre. Il est fondamentalement du ressort de la haine de l'autre et de la volonté d'anéantissement de sa dignité humaine. L'injure en constitue la forme la plus primaire grandement facilitée, à l'heure actuelle, par les formats langagiers primesautiers et « irresponsables » des tweets. Le mépris sait s'exercer la plus souvent sur des modes beaucoup plus sophistiqués cachés et se cacher sous d'habiles justifications. Il met en jeu des mécanismes psychiques complexes où le mépriseur peut dénier une telle intention et le méprisé atteint sans qu'il y ait volonté directe d'une telle agression.



Dessin de GELUCK

L'année 2019 a été traversés par de très nombreuses manifestations. Un court recensement non exhaustif de son dernier trimestre en donne la mesure : l'Algérie, la Bolivie, la Catalogne, l'Equateur, l'Ethiopie, la Guinée, Hong-Kong, l'Iran, l'Irak, le Liban, le Mexique ... et, bien sûr, la France. Leurs points de départ peuvent être directement politiques à l'occasion de votes, face à la corruption ou en réaction à de nouvelles législations ou réglementations. Ils paraissent, cependant, souvent anecdotiques : augmentation du ticket de métro, taxe sur les appels WhatsApp, hausse des prix du carburant, taxes sur des produits courants. Ces décisions constituent « la goutte qui fait déborder une coupe » qui n'en peut plus du sentiment de mépris de leurs conditions de vie quotidienne dont témoigne l'exercice de pouvoir de leurs dirigeants. L'année 2019 en France a été entièrement rythmée par des mouvements de rue, gilets jaunes d'abord, opposition à la réforme des retraites ensuite. La simple décision d'instauration d'une nouvelle taxe sur le carburant au nom de l'écologie a entraîné une fronde d'une ampleur sans précédent. Elle est née dans des milieux sociaux et géographiques inattendus, non encadrés par les partis et syndicats traditionnels, représentant « les oubliés de la nation », de ses représentants et des politiques de développement du territoire. Leurs actions ont été rapidement accompagnées de violences destructrices d'espaces et d'objets publics et privés : nombre de citoyens s'y sont sentis à leur tour

méprisés par de telles agressions et abandonnés par un pouvoir politique impuissant. Les manifestations contre la retraite sont nées également d'un fort sentiment de mépris venant d'un gouvernement sourd à tout dialogue social. Les conséquences au quotidien des actions de grève ont généré, à leur tour, un même sentiment de mépris sourd pour des usagers touchés au cœur de leurs vies professionnelles et familiales par la confiscation partisane des moyens de services publics.



Charlie Chaplin, *Les temps modernes*

Nous constatons ainsi un dangereux effet de miroir où les attitudes de mépris engendrent un retour des mêmes comportements gangrénant ainsi dangereusement le tissu social. Il est donc nécessaire d'interroger ce qui, dans nos sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle, conforte ces dynamiques. Un premier regard nous fait rapidement découvrir que leurs ressorts sont profondément déshumanisants : ils coupent l'humain du collectif, ils l'assignent à des impératifs de réussite individuelle et, in fine, ils le réduisent à une fonction de simple « pièce » d'un mécanisme global de productivité et de profit. Nos sociétés sont désormais réglementées par de nouvelles bureaucraties aux pouvoirs tentaculaires s'appuyant sur les progrès toujours croissants des technologies informatiques. Il suffit de reprendre l'exemple de la santé que nous avons déjà évoqué dans un précédent éditorial (n° 78, octobre 2019). On y a multiplié par deux en 40 ans les agents administratifs et techniques et divisé d'autant celui des soignants. Ces derniers restent malgré tout contraints de consacrer un tiers de leur temps à remplir des tâches administratives pour alimenter les machines de contrôle gestionnaire. Leurs pratiques sont automatisées dans des formats protocolaires les réduisant à des fonctions de simples pièces anonymes et remplaçables d'exécutants. Nous retrouvons la même souffrance chez les enseignants et les policiers. Les politiques, malheureusement, donnent le plus souvent l'impression d'orchestrer cette déshumanisation sociale et d'accepter d'en être les dociles exécutants. Comment le citoyen ne peut-il pas s'y sentir à bon droit méprisé ? Les partis politiques, y compris ceux de gauche, ont totalement échoué à s'atteler aux nouvelles dimensions de nos sociétés : ils préfèrent se réfugier derrière des repères idéologiques passés devenus complètement obsolètes. Ce faisant ils se coupent de plus en plus des citoyens qui ne peuvent que s'y sentir encore plus incompris et non représentés. La phrase d'Albert Camus prend ici tout son sens d'avertissement.

Une urgence donc pour 2020 : stop au mépris ! et une formulation de vœux : n'arrêtons jamais d'espérer en l'homme ! *Les membres de Montpellier 2020 vous souhaitent à tous et à toutes une belle et chaleureuse année nouvelle !*

## La Française des Jeux et la redistribution négative

Gérard DORIVAL

La privatisation sans douleur qui n'a ému personne (en tout cas aucun parti de l'extrême droite à l'extrême gauche) est jugée comme un succès " populaire" considérable. Le "croupier" a changé de mains mais l'Etat maîtrise ses retours financiers, au moins à moyen terme.

Je suis personnellement mal à l'aise lorsque, attendant mon tour pour acheter mon journal chez le buraliste, j'observe les parieurs, aguichés par une multitude toujours renouvelée de "tirages" et de "grattages", sortir de plus en plus de billets pour tenter d'espérer toucher un "pactole" affiché, réel certes, mais cependant à proportion infinitésimale (les "gros lots" sont souvent considérables pour être alléchants). Ce qui me gêne, au-delà du jeu, c'est de constater qu'il s'agit de gens modestes qui puisent dans ce fameux "pouvoir d'achat" qui pourtant se contracte et se voit ainsi amputé volontairement au détriment de l'essentiel.



ramio1983.files.wordpress.com

L'Etat qui préserve ses contributions (3,5 Milliards de recettes fiscales) au-delà de la vente à 2,1 Milliards d'€) et les nouveaux actionnaires de la société gestionnaire, bien avisés de l'opportunité du système (actions en hausse d'emblée de 15 %), restent évidemment bénéficiaires ainsi que quelques heureux élus, gagnants à la loterie. Les perdants sont toujours les mêmes, souvent pauvres, victimes de l'illusion. Ils paient ainsi volontairement leurs impôts et, pour certains, ruinent leurs familles. Le système organise ainsi, pour cette catégorie importante de personnes une redistribution à rebours, à caractère négatif, dont on peut douter du caractère social et surtout moral.

1,5 Millions de joueurs sont " problématiques" et 200 000 dépendants, à risque ou pathologiques, ce qui illustre l'acuité sociale d'une question qui ne devrait pas être abordée sur le seul plan du chiffre d'affaires. Le montant des enjeux émanant de 25 Millions d'émetteurs est considérable (50 Milliards d'€ par an, en hausse en un an de 15 %) mais volontaire et Colbert, avec cynisme indiquait bien que "*l'art de l'imposition est de plumer l'oie en lui arrachant le moins de cris possible !*"

La Convention de 1793 avait aboli la loterie royale mais tous les gouvernements, depuis, tout en prohibant hypocritement les jeux d'argent, l'ont crüe et embellie. Le débat sur l'immoralité des jeux est hélas clos. "*La machine à cash pour l'Etat reste une fabrique de rêves pour le joueur. Quel père la vertu s'arrogera le droit de le priver du fol espoir d'être un jour du bon côté, celui des gagnants ?*" dixit Jean Michel Bezat. Il reste qu'une régulation devrait être organisée par l'Etat afin de protéger en amont les gens fragiles, sous forme peut-être de limitations d'enjeux cumulatifs portant atteinte à leur pouvoir d'achat et une inconséquence coupable envers leurs proches.

## Les "sardines". Le salut ?

J'avoue que j'en rêvais : un mouvement politique s'interdisant toute insulte ou invective. C'est, pour l'instant une réalité seulement en Italie. En s'opposant radicalement à Salvini, à ses méthodes et son langage, ce qu'évidemment j'applaudis, les militants arborent l'image de la "sardine", poisson humble, pas de drapeau, pas de parti, pas d'invective !

Les sardines se tiennent serrées comme dans une boîte, symbole de cohésion. Le mouvement prend une ampleur considérable, au grand dam de Salvini bien sûr, mais aussi des partis transitoirement au pouvoir (Parti Démocrate et 5 étoiles) qui affichent un soutien discret.

Romano Prodi ne s'y est pas trompé : "je n'avais jamais vu de manifestation qui appelle à la civilité de ton".



lesoir.be

Je ne peux m'empêcher de penser en parallèle aux pratiques politiques françaises et singulièrement montpellieraines. Qui ne dénigre pas l'"adversaire" est un "bisounours". Qui manie l'insulte, l'invective, au moyen au besoin de la diffamation, recueille l'approbation bien comprise de ses pairs, à partir de comportements binaires et partisans éminemment stériles.

Peut-être pêcherons nous en Méditerranée le poisson qui, tel la sardine, nourrira dans notre pays un débat citoyen dans la sérénité et la dignité.

GD

## Hommage au Père Noël

Jean Claude ALBERT



Dessin de FREP

Petit Papa Noël ton métier est pénible  
Glissade sur la neige, chutes dans les cheminées.  
Tu souffres quelquefois de douleurs indicibles  
Pourtant on te revoit une nuit chaque année.

Grace à ton syndicat, car vous êtes nombreux,  
Tu as bien essayé d'augmenter ta retraite.  
Mais on t'a répondu : tu n'es pas malheureux,  
Tu ne travailles qu'un jour, c'est pour toi jour de fête.

Tu as pensé un moment donner ta démission,  
Libérer tous tes rennes, revendre ton traîneau,  
Abandonner ce job qui est pourtant ta passion,

Ou stopper ton boulot comme les cheminots.

Puis tu as décidé de surseoir à la grève,  
Durant ces quelques jours d'une fête si belle  
Car tu ne voulais pas priver de leurs beaux rêves,  
Tous ces petits enfants qui croient au Père Noël.

Merci

## Le Domaine d'O veut faire rayonner sa programmation



domainedo.fr

Le Domaine d'O s'est doté d'un bel équipement scénique avec son théâtre Jean Claude Carrière et son amphithéâtre de plein air. Il y a ajouté un service presse et de relation public pour faire rayonner sa programmation plus largement. Il vise en même temps la proximité en proposant de toucher le public des quartiers les plus voisins du théâtre : les habitants des Cévennes, du Petit bard et de la Paillade. Aurélien Arnaud, responsable des relations extérieures, veut « les connecter à ces thèmes, ces spectacles qu'on accueille. Et avec, les conduire à des artistes, textes dont les propos sont faits pour entrer en résonance avec une vie, la leur ».

Il développe ce projet dans un entretien rapporté par le Midi Libre du 12 décembre : « Faire venir ces publics, mais aussi aller au-devant, ne pas se suffire d'un prospectus, d'une affiche interposée entre le théâtre et ces derniers ». Depuis 2 ans, le théâtre propose ses Forums d'O fondé sur l'idée d'une rencontre sur la place publique en lien avec des spectacles de sa programmation avec des thèmes aussi variés que : la liberté d'expression, le deuil, la place des femmes dans les quartiers. Ils sont conduits par les artistes eux-mêmes, Anna Zamore, Marion Aubert, Mohamed El Khatib et autres. « Beaucoup encore ignorent que notre programmation les attend. Il y a cette question qu'on se pose tous les jours, et par ces forums on la partage avec le public : quelle place a un lieu de culture dans la ville ? ». Le mercredi 18 décembre ils ont proposé un forum autour du spectacle « Pour le meilleur et pour le pire ».

Montpellier 2020 ne peut qu'applaudir et soutenir de tels projets qui vont tout à fait dans le sens de ses réflexions et propositions contenues dans « Sursaut 5 » à savoir « marier l'excellence culturelle et l'accès au plus grand nombre ». Qu'une structure d'excellence, comme est celle du Domaine d'O, rayonne sur ses quartiers avoisinants constitue un exemple qui devrait guider tous les projets d'équipements de la Métropole, qu'ils soient culturels et sportifs. Il devrait éclairer notamment tous ceux qui songent à délocaliser le stade de football. Faut-il créer un nouveau Zénith sportif guidé uniquement par des soucis de communication avec de grands axes routiers (et donc fatalement périphérique) ou faut-il y réfléchir en termes de « cœur de vie » d'un quartier ou ensemble de quartiers ? Si l'on abandonne le stade actuel de

la Mosson, quel équipement de vie et d'animation alternatif peut être projeté sur le site ? On parle beaucoup du premier point mais bien peu du second.

## Nos lecteurs nous écrivent

*« J'ai beaucoup apprécié l'article sur l'islamophobie, qui rejoint des remarques que je fais depuis des années (études de philologie obligent...) sur cette confusion savamment entretenue entre la crainte et la haine. Camus disait que "mal nommer les choses, c'est ajouter à la misère du monde » ; en voilà un bel exemple ».*

*« À propos de « glissement sémantique des signifiants et de leur utilisation », si seulement on discernait bien et mieux la différence entre « **islamophobie** » (répugnante et anti-laïque) et « **islamismophobie** » (qui n'est même pas pris en compte dans le dictionnaire Word !) ... alors peut-être y verrait-on un peu plus clair, non ? »*

*« J'ai découvert l'article de Didier Leschi par ce que tu en dis, qui me semble juste. Comment, en effet, se frayer un chemin entre la haine injustifiée envers certains citoyens et une mise en avant d'un racisme d'État à leur égard. Dans mon action militante parmi les libres penseurs, je suis frontalement confronté à ce type de confusion.*

*Un point de lexique : le grec φόβος désigne la fuite, d'où la crainte, l'effroi. La psychiatrie en a fait une terreur continue et immotivée. Le terme le plus adéquat pour désigner la haine de l'islam serait la mislamie, sur le modèle de la misanthropie.*

*Plus généralement, nous avons tendance à maltraiter les mots que nous employons. Ainsi, l'antisémitisme que tu citais désigne, à l'origine une famille linguistique, parlée par les akkadiens, puis les araméens, les hébreux comme les arabes. On pourrait s'en souvenir ».*

*« Je pense que ce foutu concept d'islamophobie est le masque idéologique euphémisant d'un véritable et vieux racisme anti arabe qui n'ose plus dire son nom. Pour moi, islamophobie n'a pas de sens, sinon névrotique et sauf à pourrir la vie de nombreux descendants de maghrébins ».*

## Thomas PIKETTY : « Capital et idéologie »

### Suite ...

Nous vous avons proposé un premier compte-rendu du livre de Thomas Piketty dans notre Lettre de Décembre : voici sa suite et sa conclusion.



Thomas PIKETTY, photo Huffington Post

La fin de l'URSS a fait passer la Russie du règne des soviets à celui des oligarques. L'enterrement du rêve d'une société sans propriétaire a ouvert le règne d'un capitalisme sans règles et n'a fait que renforcer le propriétaire. L'échec du soviétisme est, ne l'oublions pas, également celui d'un régime politique

hypercentralisé qui n'a pu imposer son rêve de société sans classe que par l'oppression et la répression : 5% de sa population était emprisonnée sous Staline. Le seul pays communiste qui a résisté est la Chine. Elle a su aménager une transition vers le néolibéralisme en continuant à s'appuyer sur un parti unique, le PCC, représentant 10 % de la population. Par contre, elle n'a pas réussi à démontrer une quelconque supériorité démocratique de son régime face aux nations occidentales. Son fonctionnement politique y est resté opaque et a favorisé une ploutocratie qui n'a rien à voir avec l'égalitarisme social affiché. La désillusion engendrée par l'échec des rêves égalitaires communistes a précipité dans maints Etats les tentations de replis identitaires.

L'extension des modes de communication a aboli les différents « murs » politiques et géographiques et a transformé l'ancien monde colonial et communiste du XXe siècle en un monde planétaire. Les liens entre les Etats s'en sont trouvés profondément modifiés, mais les plus riches continuent, dans ce nouveau monde, à s'enrichir et les pauvres à s'y appauvrir. Les pays du Moyen Orient sont largement en tête du palmarès des inégalités : les 10% les plus riches y disposent de 60% des richesses de leurs pays (contre 48% aux USA et 34% en Europe). Cette progression est grandement favorisée par l'opacité du système des échanges économiques : elle rend impossible toute connaissance efficace de la possession des biens. Comme chaque fois, les hommes ont à cœur de rationaliser leurs systèmes inégalitaires. Ils argumentent que l'opacité est une nécessité pour protéger les droits des gens en cas d'arrivée d'un régime totalitaire et que toute harmonie fiscale entre Etats entraînerait un dangereux effet d'inflation de sa pression. Ces justifications idéologiques sont bien impuissantes à masquer les avantages de telles systèmes ouvrant la porte à toutes les dérives imaginables des puissances financières. L'UE en a fourni un bel exemple en décidant de mettre à la tête de sa Commission le ministre des finances de son pays membre le plus opaque, le Luxembourg, Jean Claude Juncker.



Dessin de LASSERRE

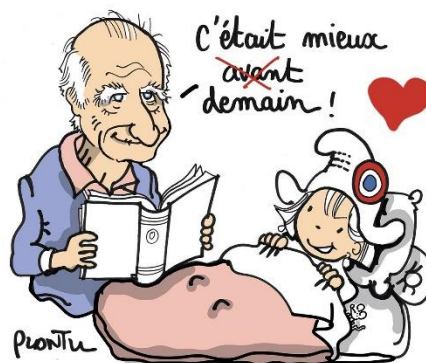
Un autre ressort de l'idéologie propriétaire est de s'appuyer sur la méritocratie en partant d'un postulat simpliste : la démocratie ayant instauré et préserve l'égalité entre les citoyens, chacun est désormais responsable de son sort, que l'on soit riche ou pauvre. Les médias et les fictions n'hésitent pas d'ailleurs à glorifier les itinéraires des milliardaires et leur façon de surmonter les embûches et les tourments. C'est sur cette méritocratie que s'appuient également les partis traditionnels de gauche et de droite. Les premiers s'appuient sur une méritocratie des diplômés et les seconds sur celle des avoirs. C'est sans doute l'élément qui explique pourquoi le bipartisme droite/gauche qui structurait traditionnellement notre paysage politique ne sert plus de repère politique auprès de nos citoyens. Les classes populaires, entre autres, ne s'y reconnaissent plus représentées. Pendant longtemps elles avaient voté très majoritairement à gauche : aujourd'hui elles se sentent abandonnées par elle. La gauche est, en effet, passé en l'espace de 60 ans d'un parti de travailleurs à un « parti des diplômés » ne s'intéressant, et ne représentant, que les nouvelles classes de diplômés et de leurs enfants. Piketty la nomme : « *la gauche brahmane* » (du nom de la caste des élites indoues regroupant prêtres, professeurs et hommes de loi). Ce virage politique qui a fait passer la gauche d'un parti politique à un parti élitiste se repère dans ses



différents choix gouvernementaux : organisation du service public, équipements sportifs et culturels, métropolisation, politiques de transport, organisation scolaire. Le dernier classement *Pisa* est aujourd'hui sans appel : le régime scolaire français est « *particulièrement hypocrite et inégalitaire* ».

Notre paysage politique se trouve ainsi constitué d'une « gauche brahmane » protégeant les diplômés et d'une « droite marchande » protégeant les revenus. Nous retrouvons, d'ailleurs, un même découpage dans les autres démocraties, USA ou Grande Bretagne notamment, ce qui peut expliquer leurs évolutions actuelles. Les deux, gauche et droite, ont un intérêt commun, celui de préserver le système inégalitaire actuel au nom du « mérite scolaire » et du « mérite dans les affaires ». A plus long terme, il est facile de deviner que les deux convergent vers une même quête : l'accroissement de leurs revenus. Nous retrouvons, in fine, la même structure tripartite que nous avons repérée dans les sociétés anciennes « trifonctionnelles » partageant leur tissu social entre trois ordres : une élite intellectuelle (ancien clergé), une élite marchande (anciennement nobles et guerriers) et le peuple.

Ce système est cependant très mis à mal actuellement. L'effondrement des partis et le surgissement de nouveaux clivages religieux et identitaires amène une restructuration profonde des dynamiques politiques. Les résultats de la dernière élection présidentielle française en constituent une bonne illustration. Ils ont découpé l'électorat des votants en quatre parts quasi égales de vote au premier tour. Ces différents quarts permettent de distinguer deux tendances idéologiques : l'une est internationaliste et l'autre nationaliste. Chacune se redécoupe elle-même en deux sous-catégories : les idéologies inégalitaires (Macron et Fillon) et les idéologies égalitaires (Mélenchon et le Pen). N'oublions pas une cinquième part, celle de la masse des abstentionnistes. Elle est constituée essentiellement des populations sans diplômes et de faible revenu. Là encore, nous retrouvons les mêmes redécoupages dans les autres démocraties. L'élection de Trump comme la décision du Brexit sont le fait des forces des « non diplômés », les « intellectuels » s'étant trouvés mis en minorité dans les deux cas.



Dessin de PLANTU en hommage à Michel SERRE qui nous a quittés en juin dernier

En conclusion Thomas Piketty propose de redessiner *les contours d'un nouveau socialisme* » à partir l'introduction de la notion de « *propriété sociale* » et d'un réel partage de l'éducation, des savoirs et du pouvoir.

1 – instituer une représentation des salariés dans les Conseils d'Administration des entreprises comme cela existe déjà en Allemagne (50%) et en Suède (33%). Il faut revenir sur le principe d'une action = une voix, en plafonnant en même temps celles des actionnaires les plus importants.

2 – si la propriété doit continuer à exister, il convient cependant de limiter sa concentration dans des mêmes mains en instituant un impôt progressif sur trois bases : la propriété, la succession et les revenus. A l'impôt sur la succession versé en une fois lors de l'héritage, il faut substituer un « *impôt progressif annuel sur la propriété* » sur le modèle de la taxe foncière française actuelle ou de la *property tax* américaine. Les revenus seraient taxés en fonction des revenus moyens jusqu'à 80 voire 90% lorsqu'ils les dépassent de 100 fois. Ces taxes ont déjà été appliquées dans l'histoire, notamment entre 1930 et 1980.

3 – pour égaliser les chances de départ dans la vie active, on doterait chaque adulte (à 25 ans) d'un capital qui sera financé par l'impôt progressif sur la propriété.

4 – partir du fait que les biens sont une résultante d'une histoire sociale collective et que leur appropriation à telle ou telle personne est relative et temporaire. C'est ce qui nécessite que leur possession doive être compensée par une redistribution à tous. C'est ce que recouvre la dénomination de « *propriété temporaire* ».

5 – mettre en place une « *transparence matrimoniale* ». Ceci peut être décidé au niveau de chaque Etat sans qu'il soit nécessaire d'une mise en place internationale. Ces dispositifs de transparence doivent être inscrits dans les Constitutions des Etats.

6 - créer des « *bons d'égalité démocratique* ». L'Etat donne à chaque citoyen un bon annuel d'une même valeur (5 euros par exemple) pour le faire adhérer à un parti ou un mouvement politique de son choix. En même temps, il faut les dons des entreprises ou personnes morales aux partis politiques.

7 – le « *social fédéralisme* » doit être institué à l'échelle mondiale et la libre circulation doit être réglementée dans des traités, notamment pour les systèmes fiscaux et sociaux sous l'égide d'une « *assemblée transnationale* » à la manière de l'UE. Il convient de légiférer, entre autres, sur le droit de veto qui constitue une force d'inertie souvent rédhitoire.

#### **RAPPEL :**

Vous êtes de plus en plus nombreux à réagir à nos articles : nous nous en félicitons et avons à cœur de faire écho de vos courriels ou de vos envois de parution d'articles de presse. N'hésitez donc pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : [montpellier.asso.2020@gmail.com](mailto:montpellier.asso.2020@gmail.com) ou [joseph.mornet6@orange.fr](mailto:joseph.mornet6@orange.fr)

**Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...** Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site [www.montpellier-2020.fr](http://www.montpellier-2020.fr)



### **Participation financière à** ***Sursaut 5, Dessine-moi une Métropole***

Monsieur, Madame (ou raison sociale) :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

Achète : \_\_\_\_\_ exemplaire(s) de l'ouvrage *Sursaut5, Dessine-moi une Métropole*

() - à 5 euros l'exemplaire, tarif adhérent

() - à 10 euros l'exemplaire pour les non-adhérents

(*Cocher la case correspondante*)

Coût d'envoi : 4 euros jusqu'à 3 exemplaires groupés

Coût TOTAL :

La demande doit être adressée à : [montpellier.asso.2020@gmail.com](mailto:montpellier.asso.2020@gmail.com)

et accompagnée d'un chèque du montant total établi à l'ordre de : *Association Montpellier 2020*